NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 23 mai 2022

Flambée des prix, explosion des profits : notre colère est sans bornes

Le suspense entretenu autour du remaniement ministériel n'aura intéressé presque personne. Élisabeth Borne est certes femme et Première ministre mais son parcours, son équipe et ses idées ne sont pas de première fraîcheur. Capitaine zélée de la bourgeoisie, classée à gauche pour avoir respiré le même air que le socialiste Jospin, sa spécialité c'est la régression sociale. La réforme de la SNCF c'est elle, la RATP aussi. Mais elle sait aussi jouer de la flûte comme l'atteste son passage invisible au ministère de la Transition écologique. Et son équipe ? Côté « transition énergétique », une fille de magnat du pétrole ayant déjà sévi au ministère de l'Industrie, cela promet ; par ailleurs, des habitués de l'argent facile, un autre qui n'entend pas quand une femme lui dit non, et puis des politiciens de droite sans date de péremption. Et au milieu de cette liste de vainqueurs sans qualités, un ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, qui sert juste de caution et hélas de défouloir pour l'extrême droite. Quant au programme, on peut juste dire qu'avec ceux-là le passé ne peut pas être pire que l'avenir !

Une inflation mondiale

Un cirque gouvernemental minuscule, bien loin des problèmes dans lesquels une majorité de familles des milieux populaires se débattent. L'Organisation internationale du travail estime qu'à l'échelle mondiale les prix montent de 9,2 %. Et si l'Argentine a vu une inflation sur un an de 58 %, la Turquie de 70 %, l'Iran a vu le prix de la farine augmenter de 500 %.

L'Europe n'est pas en reste, on le constate toutes et tous, puisque les experts annoncent une progression à deux chiffres, 10 % minimum cette année. En même temps, la spéculation bat son plein sur les céréales, le pétrole, les armes, et pas seulement. On assiste, et ce n'est pas nouveau, à un braquage en plein jour puisque depuis la pandémie, selon une étude d'Oxfam, le monde compte un milliardaire de plus toutes les 26 heures et un mort en raison de la misère toutes les quatre secondes.

Leurs calculs, nos choix

Leur société ne marche pas, leur économie non plus, et ils voudraient qu'on paie la note ? Près de 120 centres hospitaliers du pays sont dans l'impossibilité de fonctionner normalement, le personnel exsangue exige des embauches. Ailleurs, dans le tourisme, on fait venir de Tunisie des travailleurs pour les payer une misère avec des horaires scandaleux. La presse nous annonce une baisse du chômage mais nous constatons tous une hausse de la pauvreté, des retraites de misère, des allocations minables. Pourtant, ici et là, des hommes et des femmes, souvent dans des entreprises prestataires, des boîtes de transport, de nettoyage, dans l'agroalimentaire, se battent pour des hausses de salaire. Et parfois gagnent. C'est la voie à suivre, qui gagnerait en force si ces luttes étaient coordonnées, animées et dirigées par la base, avec des objectifs communs. Qu'y gagnerons-nous ? D'abord la dignité, l'envie de se faire respecter ensemble et unis. Et puis aussi la conscience de notre force.

Préparer la fin du saccage social

Les prix montent et les salaires sont bloqués, la catastrophe est là, alors quelles solutions ? Obtenir des primes ? Cela ne dure qu'un temps. Baisser les taxes ? Ça déplace le problème sans le résoudre avec des pirouettes fiscales. Des lois ? Les bourgeois s'en moquent. Non, en premier lieu, il faudrait imposer par la lutte que chacun puisse vivre décemment, et, toutes et tous autant que nous sommes, travailler moins, et autrement.

Vaste programme, mais nous n'avons pas le choix. Dans l'urgence, il faudrait imposer le blocage des prix des produits de première nécessité, des loyers, l'augmentation automatique et immédiate des salaires et allocations en fonction de l'inflation. Et pour cela les travailleurs et la population organisée devraient mettre le nez dans ce qu'on nous cache, en assurant la transparence et la surveillance permanente de l'économie au service du plus grand nombre.

Et s'il faut renverser la table pour être entendus, pas de souci : les prix montent, notre colère aussi, ils ont des millions, mais nous sommes des millions.

Gériatrie : sortir de l'omerta

Elles ont choisi de travailler en gériatrie mais leur boulot ce n'est pas juste « pipi-caca », les conditions de travail actuelles épuisent, broient, tuent…

Les collègues d'USLD à Casanova luttent dans le cadre d'une extension des surfaces avec refus d'embauches supplémentaires. La direction a fini par lâcher quelques postes, l'ARS et le Conseil départemental eux restent sourds aux revendications de moyens humains supplémentaires. Méthode pour imposer une ouverture de l'extension avec le minimum de renfort ? Maintien d'une « politique de maltraitance » par refus de lâcher du fric pour des embauches ? Mobilisons-nous massivement, rendons-nous visibles et faisons-nous entendre ! Une pétition est en ligne via ce QR code.

C'est quel niveau de mépris ?

En 2011, 60 % des IDE avaient fait le choix de rester en catégorie B « active » pour pouvoir partir en retraite plus tôt en gardant le « bénéfice de la pénibilité » mais en perdant sur le salaire. Un faux choix sur une manœuvre gouvernementale pour le recul du départ à la retraite à taux plein ! Un décret qui a pris effet en 2022, propose à ces dernières de passer sur les nouvelles grilles de la catégorie A : « droit de remords », mais sans le rattrapage de salaire depuis 2011, et sous réserve de présenter un projet professionnel devant un jury...

« Les Urgences en PLS »

Le titre de la Une de *Libération* de jeudi dernier est évocateur. Les fermetures totales ou partielles de services d'Urgences explosent sur tout le territoire (120 services concernés). Après Orléans, Saint-Foy, Oloron, c'est au tour des Urgences du CHU de Bordeaux de fermer la nuit. Faute d'accès aux soins ailleurs, et à force d'épuiser les collègues, les Urgences sont arrivées à saturation. Mais le message du gouvernement, via les ARS, ne bouge pas d'un iota : l'hôpital public peut bien crever, on n'embauchera pas.

Orpea, et un et deux, et trois scandales

Après la maltraitance des résidents et le rationnement des produits d'hygiène et alimentaires, l'enquête pour délit d'initié contre l'ancien directeur général du groupe, c'est au tour des rémunérations de trois directeurs d'Orpea de nous faire pâlir.

Au total, ces cadres, qui cumulent salaires d'Orpea et rémunérations de la société suisse Kauforg qui commande les produits alimentaires pour les Ehpad du groupe, perçoivent annuellement l'équivalent de 211 000 journées repas. Ça correspond à sept ans de budget nourriture pour un Ehpad de 80 pensionnaires ! Quand on sait que le budget nourriture journalier chez Orpea ne dépasse pas quatre euros, on aimerait bien que cet argent serve à nourrir convenablement les résidents plutôt qu'à engraisser quelques privilégiés.

Marseille : des infirmiers contraints de rembourser les primes Covid

En décembre 2021, Véran annonçait que les heures supplémentaires des infirmiers, sages-femmes et paramédicaux seraient payées double. Dans la cité phocéenne, ça ne s'est pas tout à fait passé comme prévu. Selon la direction des Hôpitaux de Marseille, ces agents n'auraient jamais été éligibles au doublement des heures supplémentaires sur leurs périodes d'astreintes. Les sommes versées – entre 900 euros et 2 400 euros – doivent donc être restituées. Certains infirmiers ont déjà vu leur paye d'avril amputée de plusieurs centaines d'euros. Le ministère de la Santé, interrogé sur ces disparités, a refusé de répondre aux questions des journalistes.

Solidarité avec les salariés en lutte de PEI

Depuis le 3 mai, la quasi-totalité des 130 salariés de PEI, la société en charge du ménage sur le site de Renault Guyancourt sont en grève. Ils dénoncent la décision de Renault de réduire de 25 % l'activité de PEI sur le site. Pour les salariés qui souffrent de temps partiels imposés, touchent à peine le SMIC horaire, cette baisse d'activité va représenter une perte de salaire de 200 à 300 euros. Les grévistes exigent le maintien de leur salaire à 100 % et refusent tout licenciement ou mutation forcée.

La sous-traitance, qui a pour but d'affaiblir les travailleurs en les divisant, n'aura pas empêché ceux de PEI de tenir tête à Renault.

La police dans ses œuvres

Le 6 février, des supporters fêtaient la victoire du Sénégal à la CAN à Saint-Denis. La police municipale arrive, charge violemment sans raison et blesse une petite fille de huit ans. Les policiers refusent d'appeler les secours. Il ne reste plus que sept personnes sur place quand arrivent deux flics en civil, suivent des tirs de LBD. Cette énième manifestation de violence policière n'a pu être connue que grâce à une vidéo filmée sur un smartphone. La fillette devra subir des traitements pendant des années avec des risques de séquelles à vie.

Des millions pour repousser les réfugiés

Accusé d'avoir cautionné des refoulements illégaux de migrants – un peu trop visibles – au large de la Grèce, le directeur de Frontex a dû démissionner. Un fusible saute mais rien ne change. Cette affaire met en lumière ce qu'est Frontex : l'agence européenne la mieux dotée, avec un budget de 900 millions d'euros par an, pour empêcher ceux qui fuient la misère et les guerres de trouver refuge en Europe. Alors que tout cet argent pourrait permettre de les accueillir dignement.